



FAITS & DOCUMENTS

LETRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 496

8 €

- RÉSUMÉ DE L'ÉPISODE PRÉCÉDENT (p.1)
- QUI CONTRÔLE MONTEBOURG? (SUITE) (p.2-5)
- GRÉGOIRE CHERTOK (p.5-9)
- MCKINSEY & COMPANY (p.9-12)

ENQUÊTE LE « PACTE DE CORRUPTION » (5)

En saisissant la justice quant aux conditions de la vente du fleuron français Alstom à l'américain General Electric, le député Olivier Marleix évoquait un « pacte de corruption » et expliquait « se questionner très clairement sur un lien éventuel entre le rôle joué par Emmanuel Macron dans plusieurs dossiers industriels et le financement de sa campagne » (*Le Monde*, le 18 janvier 2019). Mais, depuis, les rares personnes à avoir dénoncé ce scandale d'État ne sont pas allées jusqu'à en nommer « clairement » les acteurs. Croiser les deux dossiers, celui de la vente d'Alstom et celui de la campagne présidentielle de 2017, serait-il à ce point explosif?

Résumé de l'épisode précédent

« Derrière sa posture hyperprésidentielle, Macron continue souvent à se comporter comme un banquier d'affaires. Avec son secrétaire général [NDA: Alexis Kohler], il s'est attaché, dès son arrivée, à intervenir directement sur différents mécanos industriels. Énergie, privatisations, médias, armement, le président agit sur bien des dossiers sensibles à l'ombre des portes dorées de l'Élysée, et sans aucun contrôle. Jamais ces sujets ne sont réellement débattus dans l'espace public, ni dans les médias, ni au Parlement devenu une simple chambre d'enregistrement. Ils sont pourtant cruciaux quant à l'avenir de la France. Ce jeune président qui promeut les va-et-vient entre public et privé, entre haute fonction publique et grandes multinationales, semble particulièrement ambivalent quant à la notion d'intérêt général. Derrière les belles paroles, les beaux discours, de nombreuses décisions sont prises uniquement en fonction des intérêts de lobbies. »

Marc Endeweld, *Le Grand manipulateur*, Stock, 2019.

« Au-delà du cas Alstom qui risque de revenir hanter la présidence pendant longtemps, les exemples abondent de ces opérations voulues par Emmanuel Macron qui – hasard – ont été faites au détriment des intérêts français, même quand les positions françaises étaient les plus fortes.

[...] Quand toutes les grandes manœuvres aboutissent systématiquement à dépouiller les activités de la France, il y a quelques raisons de s'étonner ».

Martine Orange, *Mediapart*, 31 mai 2019.

Fer de lance d'une caste totalement déglagée de l'intérêt général, du bien commun et de toute déontologie et s'estimant à l'abri des poursuites que pourrait engager son action (du « simple » conflit d'intérêts à la haute trahison en passant par le trafic d'influence), Emmanuel Macron est apparu en pivot du vaste complot ayant amputé la France de son autonomie stratégique et de son indépendance énergétique, et ce, dix-huit mois avant son accession à la présidence de la République.

C'est ce qu'ont établi les audiences menées à l'Assemblée nationale par la Commission Marleix en mettant à nu un rapport secret commandé dès l'automne 2012 par celui qui venait d'être nommé à l'Élysée afin de superviser l'action de François Hollande et de saboter les velléités souverainistes d'Arnaud Montebourg: « À chaque étage de l'opération se retrouve la maison Rothschild, banquier historique, tant de Bouygues que d'Alstom... Et employeur de Macron jusqu'en 2012. On reste en famille ! [...] Montebourg a tellement peu connaissance du rapport qu'il en commande un lui-même sur le même sujet au cabinet Roland Berger. Lequel rend sa copie le 19 avril 2014 » (*Le Canard enchaîné*, 28 mars 2018).

INDEX

Baer É.	p.7	Labaye É.	p.10
Bazire N.	p.6	Le Guen J.-M.	p.2
Beffa J.-L.	p.4	Le Maire B.	p.4
Bejani C.	p.2	Leiter M.	p.3
Berest A.	p.7	Maxwell R.	p.3
Bessou L.	p.7	Montebourg A.	p.2
Bloch-Laine A.	p.3	Morel F.	p.8
Blondel M.	p.2	Orstein J.-A.	p.3
Brauer S.	p.8	Pelisson G.	p.6
Chaisemartin Y. de	p.8	Pentland A.	p.3
Chertok G.	p.5	Pigasse M.	p.4
Cohen-Tanugi L.	p.3	Palvar A.	p.4
Fabius L.	p.7	Reymé D.	p.6
Fedida M.	p.2	Roger B.	p.5
Ferrand O.	p.3	Roger-Lacan B.	p.5
Flack A.	p.4	Roger-Lacan V.	p.5
Flam G.	p.2	Robatyn F.	p.4
Flam M.	p.2	Rothenberg F.	p.4
Girardot J.-L.	p.4	Rozenblat M.	p.2
Hazan É.	p.10	Rubenstein D.	p.3
Hernand H.	p.2	Sauron J.-L.	p.2
Heuzé G.	p.4	Schrameck O.	p.2
Hieronymus S.	p.12	Sussfeld A.	p.7
Houzelot P.	p.6	Szipiner F.	p.2
Israel S.	p.4	Tadjeddine K.	p.11
Jacobs K.	p.5	Turrini R.	p.2
Karp A.	p.3	Zinsou L.	p.3



ENQUÊTE

« Qui contrôle Montebourg ? » (suite)

Homme de coups, né sans réseau ni fortune, **Arnaud Montebourg** se retrouve en fait très isolé dans la forteresse de Bercy lors de l'assaut sur Alstom. Positionné sur l'espace politique occupé jadis par **Jean-Pierre Chevènement**, cet avocat de formation avait été à l'origine parrainé par M^e **Georges Kiejman** et M^e **Thierry Lévy** avant d'émerger dans les années 1990 comme la figure médiatico-judiciaire d'un réseau d'associations situées au cœur de la mouvance fabiusienne.

Parmi elles, TV Carton jaune visait à mener des actions contre TF1. TV Carton jaune était animée par un des proches d'Arnaud Montebourg, M^e **Régis Turrini**. Successivement avocat d'affaires chez Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton (1989) puis chez Jeanetet et Associés (1992), ce dernier intégrera Arjil, la banque d'affaires de Lagardère, se liant, lors de la création d'EADS, avec **Jean-Bernard Lévy** dont il deviendra le protégé chez Vivendi. C'est ainsi qu'il se retrouve, en tant que directeur de la stratégie et du développement, chargé de vendre Numericable, puis SFR à **Patrick Drahi** à qui son ami Arnaud Montebourg tente pourtant de faire barrage. Ce qui n'empêchera pas Montebourg de nommer Régis Turrini à la tête de l'Agence des participations de l'État en remplacement de **David Azéma**, en juillet 2014. À peine un an plus tard, Régis Turrini s'en ira rejoindre (brièvement) Patrick Drahi en tant que secrétaire général de SFR.

Du scandale des logements du parc privé de la Ville de Paris, à la tentative de traduire **Jacques Chirac** devant la Haute Cour de Justice (qui achoppera sur l'accord entre **Lionel Jospin** et Jacques Chirac sur les affaires), Arnaud Montebourg passait, au tournant des années 2000, pour la partie émergée d'un hypothétique « cabinet noir » de Matignon, notamment en raison de sa grande proximité avec le magistrat **Gilbert Flam**. Alors détaché à la DGSE (1992-2002) comme responsable du service de lutte contre la criminalité et les grands trafics (dit « bureau des affaires réservées ») Gilbert Flam enquête à l'époque sur les activités de la Tokyo Sowa Bank, propriété de **Shōichi Osada**, l'homme d'affaires japonais lié de longue date à Jacques Chirac (cf. *L'Incroyable histoire du compte japonais de Jacques Chirac*, **Nicolas Beau et Olivier Toscer**, Les Arènes, 2008). Si, dans ses fameux carnets, le général **Philippe Rondot** avait fléchi la direction d'**Olivier Schrameck**, alors directeur de cabinet de Lionel Jospin à Matignon, **Pierre Siramy** avait fait un pas de plus dans la description des commanditaires en présentant un Gilbert Flam admis à « la piscine » (le surnom de la DGSE) bien qu'il « ait fréquenté, dans les années 1990 et très régulièrement, l'Ambassade d'Israël » (cf. *25 ans dans les services secrets*, **Flammarion**, 2010).

Militant socialiste, ancien juge d'instruction financier au tribunal d'Évry, membre éminent du Syndicat de la magistrature (gauche), Gilbert Flam présidait encore en 2013 le Jury fraternel de l'Orient de Paris III, ce qui signifie qu'il était chargé de rendre la justice maçonnique dans cette importante région du Grand Orient de France (GODF). Dignitaire maçonnique, il appartient à la loge République, une des vraies loges d'influence de l'obédience classée à gauche dont a été vénérable maître avant lui l'avocat et

homme politique LR **Francis Szpiner**, « meilleur ennemi » d'Arnaud Montebourg et successeur de **Claude Goasguen** à la mairie du XVI^e arrondissement de Paris.

Parmi les membres ou anciens membres connus de la loge République citons **Marc Blondel**, secrétaire général emblématique de Force ouvrière, l'ancien Grand Maître **Philippe Foussier** (qui rejoindra Gilbert Flam au bureau de la LICRA), **Jean-Christophe Cambadélis**, **Jean-Marie Le Guen**, **Jean-Luc Sauron** (ancien secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats, délégué au droit européen au Conseil d'État), **Marc Rozenblat** (ancien lambertiste, ami le plus proche de **Julien Dray**, ancien président de l'UNEF-ID qui deviendra le « conseiller privé » de **François Bayrou**) ou encore M^e **Jean-Marc Fedida**, avocat de la veuve **Germon** lors de la manipulation de Carpentras qui reprendra en 1997 les dossiers d'Arnaud Montebourg lors de l'entrée de son ami à l'Assemblée nationale.

Vice-procureur au parquet de Paris (2003-2011), promu inspecteur à l'Inspection générale des services judiciaires (IGSJ) après le retour de la gauche aux affaires, Gilbert Flam est aujourd'hui magistrat honoraire auprès du procureur de la République de Bobigny, chargé de la mise en œuvre de la politique judiciaire de la ville et des politiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation en Seine-Saint-Denis.

Parallèlement, il s'occupe de la commission des affaires internationales de la LICRA, siégeant ainsi au bureau exécutif aux côtés de son épouse, **Mireille Flam** (première vice-présidente) qui dirigea notamment la très stratégique commission d'appels d'offres de la Ville de Paris du temps de **Bertrand Delanoë**. Après avoir raté son parachutage dans l'Indre où il avait pourtant bénéficié de l'appui de **Michel Sapin**, leur fils, **Manuel Flam**, diplômé de l'ENA (promotion **Simone Veil**, 2004-2006) et de l'ESSEC, un temps spécialisé dans l'« économie verte », a été recruté comme directeur du développement du promoteur immobilier privé IDEC en 2018 après avoir fait ses classes dans ce secteur à la Caisse des Dépôts et Consignations (2013-2018) en tant que directeur général de la Société nationale immobilière et président du directoire de Grand Paris Habitat.

À l'arrivée du PS au pouvoir en 2012, la nomination d'Arnaud Montebourg à Bercy était apparue comme un moyen de neutraliser ses ardeurs, mais aussi comme une récompense pour son pacte secret passé avec **François Hollande** dès l'été 2011. En plus de **Stéphane Israël** (jusqu'en avril 2013), le cabinet d'Arnaud Montebourg comprend alors **Christophe Bejach** (jusqu'en février 2014), un « conseiller auprès du ministre » que bien des connexions lient en fait à **Emmanuel Macron**. D'abord, il a été le vice-président de Terra Nova au lancement de ce think tank hébergé et financé par **Henry Hermand**, mécène et témoin de mariage d'Emmanuel Macron.

Tandis qu'à cheval entre la banque Rothschild et La Rotonde, Emmanuel Macron mettait en musique le programme économique de François Hollande et rassurait la City quant aux niches fiscales qui seraient mises en place pour contourner la taxe à 75 %, Terra Nova réchauffait la vieille « deuxième gauche » des années 1970 en la plongeant dans la sauce de la campagne victorieuse de **Barack Obama** en 2008.



ENQUÊTE

Une adaptation à l'évolution démographique défavorable au prolétariat européen autochtone, désormais jugé infrequentable et abandonné au profit d'une « majorité électorale » formée à partir d'une « France de demain » composée de « diplômés », de « jeunes », de « minorités » et de « femmes ». À l'époque, cette stratégie fut planifiée en liaison avec Euro RSCG (aujourd'hui Havas Worldwide), Opinion Way (**Bruno Jeanbart**), le German Marshall Fund of the United States (**Amaya Bloch-Lainé**) et le Center for American Progress, le think tank « clintonien » fondé par **John Podesta**.

À la tête de Terra Nova qui annonçait le « progressisme » aujourd'hui parfaitement incarné par **Emmanuel Macron**, trônait l'aussi prometteur qu'ambitieux **Olivier Ferrand** dont la mort subite, à l'âge de 42 ans, le 30 juin 2012, avait foudroyé le petit Paris à peine remis du décès de **Richard Descoings**. Disparus à quelques mois d'écart, **Olivier Ferrand** et **Richard Descoings** ne sont jamais cités dans les biographies d'**Emmanuel Macron** qui réalisera pourtant parfaitement la synthèse entre les deux fantômes.

Délégué général d'À gauche en Europe, l'association fondée par **Dominique Strauss-Kahn** (dont les troupes allaient fournir la partie émergée d'En Marche!) et par **Michel Rocard** (présent au mariage d'**Emmanuel Macron**) à partir de 2004, **Olivier Ferrand** était aussi un très proche d'**Édouard Philippe** qui avait été son condisciple à l'ENA (promotion Marc Bloch, 1995-1997). Se faisant passer pour membre de l'« Inspection » alors qu'il n'était qu'administrateur civil, **Olivier Ferrand** avait précédemment été l'assistant parlementaire de **Dominique Strauss-Kahn** (avec **Stéphane Boujnah** et **Ramzi Khiroun**) puis avait rejoint **Olivier Schrameck** au cabinet de **Lionel Jospin** à Matignon. Il avait ensuite suivi le programme Young Leaders de la French-American Foundation (2005) ainsi que celui de l'Institut Aspen France (2008) tout en étant le rapporteur général de la mission L'Europe dans la mondialisation confiée par **Christine Lagarde** à **Laurent Cohen-Tanugi** (2007-2008), le futur corporate monitor chargé par le Département de la Justice des États-Unis (DoJ) et par la Securities and Exchange Commission (SEC) de contrôler Alcatel...

De son côté, **Arnaud Montebourg**, à qui les jeux d'appareils ont toujours été défavorables, s'appuyait sur **Olivier Ferrand** afin de pousser le format de la primaire, seul moyen pour lui de se porter candidat à l'élection présidentielle. **Olivier Ferrand**, qui avait signé Pour une primaire à la française avec **Olivier Duhamel** (Terra Nova, août 2008), publiera ainsi, avec **Arnaud Montebourg** Primaire : comment sauver la gauche (Seuil, 2009).

Mais ces liens sont tout à fait dérisoires comparés aux liens qui unissent **Emmanuel Macron** à Terra Nova dont le bureau compte aujourd'hui encore au moins deux « Rothschild's boys » dont le président, **Lionel Zinsou**, mais aussi **Guillaume Hannezo** (cf. **Christian Dargnat**, rabatteur en chef).

Lorsque **Christophe Bejach** est nommé conseiller d'**Arnaud Montebourg**, la vice-présidence de Terra Nova est la référence de son CV qui est mise en avant. Pourtant, à y regarder de plus près, ce diplômé de l'Ensimag, l'école d'ingénieurs de

Grenoble, a fait toute sa carrière dans le giron de la maison Rothschild, d'abord chez **Jean-Charles Naouri** au sein du groupe Euris-Rallye (Go Sport, Casino, etc.) avant de rejoindre **Michel Cicurel** en 2001 à la Compagnie financière Saint-Honoré, holding de La Compagnie Financière Edmond de Rothschild (LCF Rothschild). Aux côtés de **Pierre Donnersberg**, futur garant du prêt Allianz à **Emmanuel Macron**, **Christophe Bejach** est alors chargé d'assurer l'ensemble de la filière nucléaire française.

En quittant le cabinet **Montebourg**, **Christophe Bejach** a rejoint en qualité de « directeur général Europe » Monument Capital Group, une société d'investissement basée à Washington et présidée par **Joël André Ornstein**, un discret financier franco-américain qui s'est spécialisé dans les « actifs alternatifs » après avoir fait ses armes dans les années 1980 chez First Boston (aujourd'hui Credit Suisse).

Encore une fois, il s'agit pour **Christophe Bejach** d'un retour à la maison-mère puisque Monument Capital Group n'est autre que la dénomination adoptée en 2007 par un joint-venture créé en 1989, regroupant Euris-Rallye (dans lequel le Groupe Rothschild est associé à l'époque à **Robert Maxwell**, L'Oréal et S.G. Warburg & Co) et The Carlyle Group, le géant américain du non-côté fondé avec des actifs de la famille **Mellon** par le président du Council on Foreign Relations, **David Rubenstein** (également membre de la Commission Trilatérale et du Groupe Bilderberg).

Longtemps dirigé par **Frank Carlucci**, vice-directeur de la CIA de l'administration **Carter** et secrétaire à la Défense de l'administration **Reagan**, The Carlyle Group fut mis en lumière au début des années 2000 comme gestionnaire de portefeuilles des familles **Bush** et **Ben Laden** (**George Soros**, **Mikhaïl Khodorkovsky** ou encore **John Major** y ont également investi).

Parallèlement au déploiement du Monument Capital Group dans le secteur du « homeland security » (cybersécurité, protection des données, etc.) s'est ajouté un troisième acteur, le MIT Media Lab par l'intermédiaire du spécialiste du big data **Alex Pentland**. On notera également la présence de **Michael Leiter**, ancien directeur du National Counterterrorism Center (NCTC) des administrations **Bush** junior et **Obama** devenu conseiller spécial d'**Alex Karp**, le PDG de Palantir Technology, l'éditeur des plateformes de big data du renseignement américain, opérateur en France, depuis 2015, de la DGSI et d'Airbus, entre autres.

Christophe Bejach a été condamné à la fin de l'année 2016 au Royaume-Uni à neuf mois de prison avec sursis pour possession de matériel pédopornographique. Il s'était fait pincer par la police britannique en pleine organisation de séances de photos de « nus érotiques » avec trois sœurs âgées de 12, 10 et 8 ans... En France, l'AFP n'a même pas daigné publier une dépêche sur cette condamnation révélée par le Daily Mail (3 janvier 2017).

Quelques mois plus tôt, dans son édition du 10 mars 2016, La Lettre A présentait, sans rire, **Christophe Bejach** comme celui qui, aux côtés d'**Arié Flack**, a constitué à Bercy « la matrice de la doctrine interventionniste d'**Arnaud Montebourg** ».



ENQUÊTE

Ancien de l'Union des étudiants juifs de France (association estudiantine qui n'a jamais eu à souffrir d'être taxée de « séparatisme » bien que réservée exclusivement aux juifs...), **Arié Flack**, né à Florence en 1971, diplômé de l'école des Mines de Nancy et de la London School of Economics, a débuté à la Société Générale à Londres en 1994 avant de rejoindre la banque Lazard puis Citigroup lors des privatisations de l'ère **Jospin**.

Un temps conseiller de **Dominique Strauss-Kahn**, Arié Flack s'est retrouvé en 2014 « au cœur des négociations d'Alstom – à quel titre au juste ? – aux côtés de **David Azéma**. [...] Arié a comme modèle l'ancien associé-gérant de la banque Lazard et ex-ambassadeur des États-Unis à Paris, **Félix Rohatyn**. Lors de son séjour en France, Rohatyn a implanté un réseau de renseignement économique sous le couvert des American Presence Posts, les APP. Au même moment, la banque Lazard dont Rohatyn est très proche crée en octobre 1998 une filiale, Lazard Régions, qui installe des succursales dans les mêmes sites où Rohatyn a déployé ses diplomates » (*Arnaud Montebourg, l'homme girouette*, **Frédéric Charpier**, La Découverte, 2016). Dans cette biographie sans concession, Frédéric Charpier souligne la surreprésentation de Lazard Frères (banque américaine, conseil de General Electric) dans l'entourage d'**Arnaud Montebourg** à Bercy.

Lazard a en effet été choisie comme « conseil » pour la mise en place de la Banque publique d'investissement (BPI) dont **Arnaud Montebourg** a la cotutelle avec le ministre de l'Économie **Pierre Moscovici**, un choix survenu quinze jours après un déjeuner organisé le 26 juillet 2012 à Bercy au cours duquel se sont rencontrés le directeur de la banque Lazard, **Matthieu Pigasse** (qui embauchera à la direction des Inrocks **Audrey Pulvar**, compagne de Montebourg, bientôt remplacée par **Elsa Zylberstein**), et **Arnaud Montebourg** qui assurera ne s'être joint aux autres convives que pour le café (cf. *Un café à Bercy*, Le Point, 13 septembre 2012) autour duquel étaient présents son directeur de cabinet **Stéphane Israël** et **Jean-Louis Girodolle**, banquier chez Lazard qui, aux côtés de **Matthieu Pigasse** et de **Kenneth Jacobs**, « exécutera » le rachat de la branche énergie d'Alstom en juin 2014.

Avant d'être associés chez Lazard, **Girodolle** et **Pigasse** ont partagé les bancs de l'ENA (promotion **Antoine de Saint-Exupéry**, 1992-1994). Tandis que **Girodolle** prenait la tête du bureau des banques publiques à la direction du Trésor (1998-2000), **Pigasse** suivait les privatisations d'Aérospatiale et d'Eramet, la filiale mines d'Areva en qualité de conseiller technique de **Dominique Strauss-Kahn**. Les deux ont ensuite formé l'ossature du cabinet de **Laurent Fabius** à Bercy (2000-2002).

Pigasse parti chez Lazard après la réélection de **Jacques Chirac**, **Girodolle** est resté à Bercy devenant sous-directeur de l'APE chargé des transports et de l'audiovisuel, débordant d'activités avec l'OPE d'Air France sur KLM, la vente des autoroutes, la cession de la majorité du capital de la SNCF et la mise en bourse d'ADP. Un beau tremplin pour Lazard où ce grand commis de l'État retrouvera **Pigasse** dès la fin de l'année 2006, intervenant dès lors comme « banquier conseil » de **Vinci** dans de nombreuses privatisations dont celle des sociétés de gestion des aéroports de Toulouse, de Lyon et de Nice (alors que même aux États-Unis les aéroports

restent des monopoles publics pour des raisons évidentes de sécurité nationale), dossiers dont il avait la charge dans ses fonctions précédentes à l'APE. Ce mélange des genres (pour ne pas dire plus...) a sévèrement été épinglé par la Cour des Comptes dans un rapport sur *Le Recours par l'État aux conseils extérieurs* rendu en novembre 2014.

Protégé de **François Sureau** (avocat aux conseils, militant pro-immigration, rédacteur des statuts d'En Marche!, élu depuis lors à l'Académie française), **Jean-Louis Girodolle** recroisera encore **Emmanuel Goldstein** et **David Azéma** autour de la privatisation d'Aéroports de Paris (Groupe ADP) en 2019. Radié de l'Inspection générale des finances en 2017, **Girodolle** sera promu patron du bureau parisien de Lazard en janvier 2020 après le départ de **Matthieu Pigasse** dont il était depuis quinze ans le discret bras droit.

Aujourd'hui à la tête du bureau parisien de la banque d'affaires américaine Centerview Partners, **Matthieu Pigasse** vient d'y recruter **Grégoire Heuzé**, transfuge de chez Rothschild & Cie, ancien conseiller chargée des affaires industrielles de **Dominique de Villepin** à Matignon (2005-2007), devenu depuis lors le principal relais de **Bruno Le Maire** au sein de la banque de l'avenue de Messine où il avait été promu à l'association dans la même charrette qu'**Emmanuel Macron**.

Toujours à Bercy, **Mathias Lelièvre**, le conseiller technique d'**Arnaud Montebourg** chargé de la conférence nationale de l'industrie, est un protégé de l'ancien PDG de Saint-Gobain **Jean-Louis Beffa**, visiteur du soir et conseiller d'**Arnaud Montebourg**, administrateur de Siemens, membre du conseil de surveillance du Monde et de la commission de surveillance de la Caisse des Dépôts et Consignations: « Tout devrait donc l'incliner en faveur de l'offre Siemens » explique alors *L'Obs* (22 mai 2014). « Mais la banque Lazard, pour laquelle il travaille en tant que *senior advisor* est conseil de General Electric dans ce dossier ! "Comme les trois petits singes, je ferme ma bouche, me cache les yeux et me bouche les oreilles", dit Beffa, qui ne se mêle pas à un dossier qu'il a découvert "par une dépêche de Bloomberg" ».

En octobre 2014, la banque Lazard débauchera encore **Frédéric Rothenburger** qui jusque-là occupait à Bercy la fonction de conseiller participations de l'État et avait été chargé à ce titre par **Arnaud Montebourg** de prendre part aux négociations en vue d'une hypothétique montée de l'État au capital d'Alstom. Gendre d'**Olivier Schrameck**, l'« aiguilleur de luxe » et conseiller de l'ombre de **Lionel Jospin** à Matignon devenu entre-temps président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) – aujourd'hui *Consultant Of Counsel* au cabinet d'avocats Fidal et membre du Conseil supérieur de la magistrature –, **Frédéric Rothenburger**, énarque (promotion République, 2005-2007) qui commença comme chargé d'affaires EDF à l'APE (2009-2012) a depuis été promu à l'« association » chez Lazard Frères...

De **Christophe Bejach** à **Elsa Zylberstein**, de **Matthieu Pigasse** (avec qui **Montebourg** cosignera une tribune anti-Hollande dans le JDD du 7 juin 2015) à **Jean-Louis Beffa** en passant par **Stéphane Israël**, **Jean-Louis Girodolle**, **Hakim El Karoui**, **David Azéma** et **Arié Flack**, on commence à comprendre les propos sibyllins de **Claude Askolovitch**



ENQUÊTE

sur un **Arnaud Montebourg** « sous contrôle », ne se « satisfaisant que des apparences ». Ce à quoi Montebourg répondra lors des auditions de la commission Marleix que de toutes façons, « tout Paris était loué ».

Grégoire Chertok

Déjà largement abordé, le volet bancaire de l'opération a donc mis en lumière **Rothschild & Cie** et **Bank of America-Merrill Lynch** côté **Alstom** et, côté **General Electric**, le **Crédit Suisse** et la banque **Lazard Frères**. Aussi, pour ne pas prêter le flanc à la critique, **Emmanuel Macron** avait-il pris soin de ne pas s'afficher à **La Rotonde** avec les personnalités estampillées **Rothschild & Cie** qui avaient pourtant participé plus qu'activement au financement et à l'organisation de sa campagne.

From: cedric.o@en-marche.fr

To: cedric.o@en-marche.fr

Date: 2016-07-03 08:16

Subject: dates FR rentrée

Pour les dates de réunions FR de la rentrée: 31/08 (Chertok), 8/09 (Bensemhoun), 21/09 (Cahen-Salvador), 27/09 (Pecoux), 5/10 (Debacker), 11/10 (Romano-Juchault)

À cheval entre le CAC40 (droite affairiste) et les tribus du cinéma et du théâtre (gauchisme culturel), Grégoire Chertok n'est quasiment jamais cité dans les enquêtes consacrées à Emmanuel Macron. Longtemps au service de son « ami » Jean-François Copé, il a été prié d'assurer le rôle de tuteur du « petit Macron » chez Rothschild & Cie et, toujours dans la coulisse, n'a jamais cessé de l'accompagner depuis lors. Aujourd'hui membre du comité exécutif (GEC) de Rothschild & Co en tant que responsable France et responsable adjoint monde du conseil financier, Grégoire Chertok apparaît en arrière-plan de chaque étape de l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron, de la vente d'Alstom à General Electric jusqu'à la mise au pas progressive des médias, en passant par l'organisation de levées de fonds (FR dans le courriel reproduit ci-dessus) lors de la campagne présidentielle de 2017.

Mais peu ont remarqué ce soir-là, parmi les happy few de **La Rotonde**, la présence de **Bruno Roger**, figure tutélaire de **Lazard Frères** (entré en 1954), bras droit historique de **Michel David-Weill** et vétéran du petit Paris mondain, trônant à la présidence de la commission de réception et de discipline du **Club des Cent** (ce qui n'est pas étranger au recrutement de **Jean-Louis Beffa** comme *senior advisor* de **Lazard**). Toujours directeur général et membre du comité exécutif mondial de **Lazard Group**, Bruno Roger, qui aura notamment mis le pied à l'étrier à **Matthieu Pigasse**, à **Jean-Marie Messier** ou à **Patrick Sayer**, s'est vu élever à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur le 17 juin 2014 par **François Hollande** en plein raid sur **Alstom**.

Pour son « pot de départ » organisé en décembre 2017 à l'**Automobile Club de France**, Bruno Roger réunira ses clients, patrons du CAC40 pour l'essentiel, remettant devant eux les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à **Kenneth Jacobs**, PDG mondial de **Lazard** depuis 2009 (et accessoirement membre du *steering committee* du **Groupe Bilderberg** et du *chairman circle* du **Council on Foreign Relations**).

Bruno Roger et Emmanuel Macron, tous deux proches d'**Alain Minc**, sont aussi liés par leur participation au deal marocain de **Sofiprotéol** exécuté à l'été 2011. Face à Emmanuel Macron (**Rothschild & Cie**), Bruno Roger (**Lazard Frères**) avait été mandaté par **Lesieur Cristal** aux côtés de l'ancien PDG du **Crédit Lyonnais** **Jean Peyrelevade** au titre de **Banca Leonardo**. À la tête de la filiale française de cette banque milanaise rachetée en 2004 par les **David-Weill**, les **Agnelli** et le baron **Albert Frère**, Jean Peyrelevade sera remplacé en 2013 par **Michel Cicurel**.

Bien d'autres liens unissent Emmanuel Macron à Bruno Roger. Né de l'union du financier avec **Caroline Lacan**, la fille du psychanalyste **Jacques Lacan** (ancien de l'Action française), le scénariste **Fabrice Roger-Lacan** n'est autre qu'un des plus

proches amis de **Grégoire Chertok**, celui qui, avec **Sophie Javary**, avait été prié par **François Henrot** et **David de Rothschild** d'assurer le « mentorat » d'Emmanuel Macron chez **Rothschild & Cie**, le guidant notamment dans les affaires en lien avec le secteur de la presse (**Lagarrière**, **Presstalis**, vente avortée du **Parisien**, etc.).

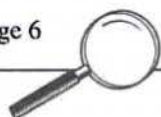
Aussi, l'entretien fleuve (et au combien jargonant) accordé par Emmanuel Macron au **Grand Continent** (20 novembre 2020) s'explique-t-il par le fait que cet obscur blog européiste à la tonalité franchement antinationale est animé par **Baptiste Roger-Lacan**. Ce normalien, agrégé et doctorant en histoire, parfois présenté comme « spécialiste des droites extrêmes », est surtout le fils aîné de **Fabrice Roger-Lacan** et le petit-fils de Bruno Roger.

Dans la famille, **Véronique Roger-Lacan** (née **Leblanc**), la belle-fille de Bruno Roger, sera promue par Emmanuel Macron, en 2019, ambassa-

drice, déléguée permanente de la France auprès de l'**UNESCO**, une de ces planques en or permettant de bénéficier de tous les avantages diplomatiques tout en étant basée à Paris.

Diplômée d'un simple DEA de droit international public, cette Indienne de Pondichéry, ancienne fonctionnaire à l'**Office français de protection des réfugiés et apatrides** puis au **Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés** (HCR) avait précédemment été imposée par **Laurent Fabius** au poste d'ambadrice, représentante permanente de la France auprès de l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe** (OSCE) dans le cadre d'actions « droits de l'homme » anti-Poutine, du type « rapport sur les droits des personnes LGBT en Tchétchénie ».

Si la relation entre Grégoire Chertok et les Roger-Lacan apporte un éclairage sur quelques décisions prises par Emmanuel Macron, le nom du tuteur chez **Rothschild** apparaît en filigrane dans bien des dossiers ô combien centraux depuis la nomination « surprise » du petit Macron à Bercy à l'été 2014, et bien plus encore, depuis son accession à l'Élysée en 2017.



ENQUÊTE

Publiée en janvier 2014 dans le numéro 369 de *F&D*, notre biographie de **Grégoire Chertok** mérite ici d'être actualisée tant le parcours de ce « banquier star » a parfaitement épousé l'« ascension programmée » d'**Emmanuel Macron** depuis lors.

D'abord, il a été pour **Rothschild & Cie** le « conseil » lors de la vente d'**Alstom** à **General Electric** en tant que responsable des gros clients de **David de Rothschild**, une clientèle souvent héritée de son mentor **Gérard Worms**. Chertok, « qu'on dit parfois prétentieux et cassant à l'égard, non pas de ses clients, mais du reste du monde » (*Le Point*, 18 décembre 2014), est ou a été en effet le « conseil » de **Patrick Kron**, de **Martin Bouygues**, de **Jean-Charles Naouri**, de **Gérard Mestrallet**, de **Maurice Lévy**, d'**Alain Weill**, etc.

Il compte aussi parmi ses clients **Gilles Pélisson**, notamment lors de la scission du groupe **Accor**, mis en lumière depuis lors pour sa promotion à la tête du **Groupe TF1** en 2016, le tout avec en toile de fond le **Club des Cent** où son oncle, **Gérard Pélisson** côtoie **Martin Bouygues**.

Avec **Jean-Michel Darrois**, Grégoire Chertok traite **Arnaud Lagardère**, avec en ligne de mire l'épineux dossier de la commandite qui permet à l'héritier de rester statutairement aux manettes et qui constitue le dernier verrou à faire sauter pour dépecer l'intégralité de l'empire bâti par son père, **Jean-Luc Lagardère**.

Rappelons d'abord que, né le 6 avril 1964 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Grégoire Chertok est généralement présenté comme le « meilleur banquier d'affaires de sa génération », ayant été, à l'âge de 33 ans, le plus jeune à accéder à l'« association » au sein de la maison **Rothschild**. Il va sans dire que, dans cet univers ultra-compétitif, celui qui dirige le tout-puissant département des fusions et acquisitions, siégeant à ce titre au comité exécutif de **Rothschild & Cie**, a très mal vécu d'être détrôné par Emmanuel Macron, lequel fut sciemment promu à l'association le 16 décembre 2010, soit cinq jours avant son trente-troisième anniversaire. Si David de Rothschild avait voulu signifier clairement à Grégoire Chertok qu'il n'y avait pas « égalité » entre lui et le « petit Macron », il ne s'y serait pas pris autrement...

Bien qu'ayant mythifié son père **Léon Chertok** (né **Lejb Tchertok**), un militant communiste établi en France depuis le Yiddishland, devenu le principal promoteur de l'hypnose dans une sorte de rancœur obsessionnelle vis-à-vis de **Jacques Lacan**, Grégoire Chertok a pleinement investi les réseaux de droite dès son entrée chez **Rothschild** au début des années 1990. Socialement, cette introduction fut facilitée par sa première épouse, **Élisabeth de Castex**, qui, à cette époque, fut successivement l'attachée de presse de **Nicolas Sarkozy**, d'**Édouard Balladur** puis de **Guy Drut**.

Professionnellement, cela se fit par l'intermédiaire de **Nicolas Bazire**, le directeur de cabinet d'**Édouard Balladur** à Matignon (1993-1995) qui deviendra associé-gérant (1995-1999), puis président du conseil des commanditaires de **Rothschild & Cie** (1999-2005). En 2008, quelques mois après avoir été le témoin de **Nicolas Sarkozy** lors de son second mariage avec **Carla Bruni**, **Nicolas Bazire** remettra à Grégoire Chertok la Légion d'honneur au **Polo Club de Paris**.

Franc-maçon de la **Grande Loge Nationale Française** (il sera vénérable de la loge **Le Duc d'Antin** n° 939 en 2002), membre du **Cercle de l'union interalliée**, coopté au club **Le Siècle** en 2007, Grégoire Chertok affiche alors crânement son ambition politique, dans un rôle de parrain officieux de l'UMP. « Balladur en culottes courtes » (*Le Nouvel observateur*, 22 juillet 2010), il supervise ainsi le lancement, en 2004, de la **Fondation pour l'innovation politique (Fondapol)** dans le giron de l'UMP.

Vecteur de l'alignement du parti sur la pensée unique et véritable pompe à subventions (via Matignon, la « réserve institutionnelle » de l'Assemblée nationale, sans même parler du « mécénat d'entreprise »...), la **Fondapol** est aujourd'hui dirigée par le politologue **Dominique Reynié**, membre du club **Le Siècle** et franc-maçon du **Grand Orient de France**. Grégoire Chertok occupe la vice-présidence du conseil d'administration de la **Fondapol** tandis que **Nicolas Bazire** occupe la présidence. Entre-temps, ce dernier s'est repositionné dans un rôle de superviseur des médias contrôlés par **Bernard Arnault** tout en siégeant aux conseils d'administration de **LVMH**, de **Carrefour**, de **Christian Dior**, mais aussi de **Suez** (« conseillé » par **Rothschild**), et d'**Atos** (« conseillé » par **Rothschild**). Outre **Élisabeth de Castex**, l'ancienne épouse de Grégoire Chertok, figurent dans les instances de la **Fondapol** d'autres personnalités étiquetées à droite mais affiliées au **Grand Orient de France** comme **Michel Bettan**, vice-président d'**Havas Paris** (conseiller de **Xavier Bertrand**) ou encore **Emmanuel Goldstein** qui dirige le bureau parisien de **Morgan Stanley**.

« Interobédientiel », ce compagnonnage avec Emmanuel Goldstein n'est pas étranger à l'adhésion de Grégoire Chertok aux **Amis d'Isota**, du nom de ce lobby homosexuel animé depuis 2011 par l'avocate et lesbienne militante **Caroline Mecary** et par le fondateur de **Pink TV** **Pascal Houzelot** (à l'origine de la rencontre entre Emmanuel Macron et **Xavier Niel**), portant à bout de bras les « avancées sociétales », c'est-à-dire l'agenda LGBT. On y retrouve **Caroline Fourest**, **Jean-Paul Cluzel**, **Claire Chazal**, **François-Henri Pinault**, **Philippe Besson** (auteur d'une hagiographie d'**Emmanuel Macron**) ou encore **Frédéric Mion**, le successeur de **Richard Descoings** à la tête de **Sciences-Po Paris**.

Depuis 1992, Chertok apparaissait avant tout comme l'homme clef de l'entourage de **Jean-François Copé**, l'autoproclamé champion de la « droite décomplexée », témoin de son mariage et parrain de sa fille. C'est lui qui, après son départ du ministère du Budget en 2007, lui a obtenu pour 20 000 euros par mois une place chez **Gide Loyrette** (par l'intermédiaire de **Jean-Jacques Raquin**), un gros cabinet d'avocats d'affaires, client de **Rothschild**. C'est ainsi que Copé est intervenu en 2008 sur la fusion entre **GDF** et **Suez** (renommé **Engie** en 2015), c'est-à-dire la privatisation de l'ex-**Gaz de France**. C'est encore Chertok qui avait obtenu des **Gracques** qu'ils reçoivent son poulain, avant que ce groupe de hauts fonctionnaires ne se mettent « en marche »...

Membre du Parti radical valoisien (nid maçonnique), adjoint à l'urbanisme à la mairie du XVI^e arrondissement de Paris depuis 2008 (on ne l'y a pas beaucoup vu), Chertok appartient alors au **Premier cercle** regroupant les plus gros donateurs



ENQUÊTE

de **Nicolas Sarkozy**. C'est ainsi qu'il sera imposé à une place éligible sur la liste UMP menée par **Valérie Pécresse** aux élections régionales de 2010. Au début du quinquennat de **François Hollande**, selon la plupart des observateurs, l'horizon paraissait trop étroit au sein de la maison **Rothschild** (tradition familiale oblige) et Chertok semblait hésiter à s'investir davantage en politique.

Mais, alors que **Jean-François Copé** se retrouvait cerné par les affaires (des photos de vacances avec **Ziad Takieddine** à **Bygmalion** en passant par sa guerre des tranchées avec **François Fillon**), et devenait « l'homme le plus détesté de France » Chertok devait passer, en quelques mois, de premier soutien de « l'homme qui joue avec le feu » (*Le Monde*, 2 mars 2014) à la promotion du « fantasme Macron » (*Le Monde*, 13 novembre 2015).

Volontaire ou contraint, ce ralliement s'effectuera sous les radars, Chertok jouant publiquement l'abandon de toutes velléités politiques. Ironie de l'histoire, 2017 était la date clamée sur tous les toits depuis des années par Jean-François Copé comme celle promise à sa mère pour son accession à l'Élysée... Leurs ambitions présidentielles communes, Macron et Copé les avaient d'ailleurs évoquées pendant leurs vacances à l'été 2011 dans la villa que Chertok possède à Sperone (Corse-du-Sud). En Corse, Chertok participe avec le grand rabbin de France **Haïm Korsia** (très proche de la famille d'**Yvan Colonna**) aux négociations menées avec **Yad Vashem** en vue d'une reconnaissance officielle de la Corse comme « île des Justes ».

En ce début d'année 2014, Grégoire Chertok semblait également tenté par une reconversion dans le cinéma. Son mandat régional lui a conféré un siège à la Commission du film d'Île-de-France (aujourd'hui Film Paris Région), une structure de financement très stratégique qui a longtemps fait partie du pré carré de **Julien Dray**.

En outre, chez **Rothschild & Cie**, Chertok compte parmi ses clients **Alain Sussfeld**, l'aussi discret qu'influent directeur général de l'Union générale cinématographique (UGC), dont Chertok deviendra administrateur ainsi qu'actionnaire d'UGC Ciné Cité. Dans la production cinématographique, Chertok a aussi rejoint, entre 2008 et 2012, le conseil d'administration d'**EuropaCorp**, la société de **Luc Besson**. À l'époque, ce dernier « travaillait » la sarközye pour faire avancer son pharaonique projet de Cité du cinéma (vendue comme un « Hollywood sur Seine ») qui sera inaugurée en grande pompe à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) en septembre 2012.

Une enquête sera ouverte par le parquet de Paris après la publication, en 2013, d'un rapport de la Cour des Comptes soulignant un « financement public de la Cité du cinéma, décidé contre l'avis des services de l'État et de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), principal financeur du projet, pour permettre l'aboutissement du projet qu'une société privée portait pour son seul bénéfice ». Dans cette affaire, **Emmanuel Macron** sera entendu en juin 2015 à Bercy par les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI) comme témoin en qualité d'ancien de chez **Rothschild** et « conseil » de **Luc Besson** lors du montage de ladite Cité du cinéma.

Dans les mois ayant suivi l'élection présidentielle de 2017, l'affaire sera classée sans suite par le parquet national financier. Et en pleine capilotade, la société de **Luc Besson** (aujourd'hui conseillé par son alter ego **Jean-Marie Messier**) bénéficiera, en juillet 2020, d'un plan de restructuration très favorable, puisque la CDC, sur ordre de l'Élysée, acceptera encore d'effacer une ardoise de 45 millions d'euros de loyers impayés par **EuropaCorp**.

Éclectique, **Luc Besson** avait déjà obtenu, en 2001, un arrangement fiscal très avantageux auprès du ministre de l'Économie **Laurent Fabius**. Par pure coïncidence, la sœur de ce dernier (nommé à la présidence du Conseil constitutionnel par Emmanuel Macron), **Catherine Leterrier**, avait été la costumière du film *Jeanne d'Arc* deux ans plus tôt et le neveu de **Fabius**, **Louis Leterrier**, assistant producteur sur le même film, avait été promu par Besson réalisateur du *Transporteur* parallèlement à la conclusion de l'accord fiscal...

Dans le milieu du cinéma et de la télévision, Chertok appartient à une bande de fils à papa comprenant non seulement le scénariste **Fabrice Roger-Lacan** mais aussi le comédien **Édouard Baer** repéré à l'époque du *Caca's club* (avec **Ariel Wizman** et **Frédéric Beigbeder**) par **Jean-François Bizot** (*Actuel*, *Radio Nova*) et **Bernard Zekri** (importateur du rap en France). Selon la légende, Grégoire Chertok est ami depuis l'école maternelle avec Baer, issu de la plus haute bourgeoisie juive alsacienne, descendant du banquier **Jules Strauss** et fils de **Philippe Baer**, conseiller référendaire à la Cour des Comptes, ancien PDG de l'UGC, de la Société d'aménagement des Halles et plus proche ami de **Jean d'Ormesson**.

C'est par son réseau mondain que Grégoire Chertok a connu sa nouvelle compagne, **Anne Berest**, une figure du petit Paris germanopratin, parfaite bobo, présentée généralement comme « écrivaine » (on trouve parfois « autrice » voire « metteuse en espace »...). Depuis qu'a été officialisée sa romance avec le « quinquagénaire à l'allure matoise et à l'embonpoint rassurant » (*Le Monde*, 18 juillet 2020), **Anne Berest** a bénéficié d'une couverture médiatique assez importante, notamment pour un ouvrage cosigné avec sa sœur, **Claire Berest**, une biographie de leur arrière-grand-mère **Gabrièle Buffet-Picabia** qui fut tout à la fois l'épouse du peintre **Francis Picabia**, la maîtresse de **Marcel Duchamp** et d'**Igor Stravinsky**.

Libération (25 juillet 2017), qui a très abondamment couvert la sortie du livre, dépeint une ambiance mortifère : « Gabrièle n'a pas la fibre maternelle. Les sœurs Berest écrivent : « Ses enfants ? Une étrange mutilation ». Le fils de Gabrièle, leur grand-père, se suicide par overdose. Et la grand-mère, née **Rabinovitch**, prend toute la place. Le drame de l'*Holocauste* emporte tout. Anne dit : « Je peux vous expliquer précisément comment Auschwitz était organisé ». Claire, « athée de culture juive » comme sa sœur, renchérit : « Très vite, on a tout su sur les fours crématoires, les chambres à gaz ». [...] Anne se souvient combien les samedis après-midi d'enfance il y avait souvent manif. Leurs parents, un polytechnicien vraiment pas pantouflard, qui s'honore d'avoir fait carrière dans le public, et une linguiste, qui sait le bantou, étaient passés par le trotskisme et le MLF. En 2017, Anne a voté Macron, et pas par défaut ».

ENQUÊTE

En février 2020, **Anne Berest** a raconté à *Madame Figaro* la façon dont elle avait coréalité la série *Mytho* diffusée en 2019 sur *Arte* (dont le conseil de surveillance est présidé par l'indéboulonnable **Bernard-Henri Lévy**) en fonction des impératifs dictés par son appartenance au *Collectif 50/50* lancé par la productrice **Sandrine Brauer**, le *CNC*, *France Télévisions* et dont la charte visant à « combattre pour l'égalité, la parité et la diversité dans le cinéma et l'audiovisuel français » a été signée par la quasi-totalité des organisations professionnelles du secteur : « Une autre chose aussi qui était très importante pour moi, c'était la question de la diversité, de la représentation, parce qu'au sein du collectif, j'avais pris des ateliers pour réfléchir à « comment faire en sorte qu'on ait des séries qui ressemblent à la France ? ». La France n'est pas blanche, il faut donc que dans notre façon de travailler, on soit représentatif de ça aussi. Pareil avec le réalisateur (**Fabrice Gobert**), j'ai dit « on va prendre tous les rôles et on va être attentif » pour dire à la directrice de casting, et à tout le monde, « soyons hyper vigilants pour que ça ressemble à la vie » [...] j'ai lu dans des papiers, que les gens avaient remarqué que le casting était mélangé et que ça nous ressemblait ».

Anne Berest s'est aussi vu confier la gestion du *Prix Castel*, le prix littéraire du célèbre club privé de Saint-Germain-des-Prés relancé, à grand frais, par **Grégoire Chertok** aux côtés de **Guillaume** et **Nicolas Houzé** (héritiers des familles **Bader** et **Heilbronn** à la tête du groupe *Galeries Lafayette*), du milliardaire du Net et « marcheur » **Jacques-Antoine Granjon**, de **Jean Moueix** (négociant libournais implanté au *Club des Cent*), de **Laurent de Gourcuff** (*Paris Society*), de **Thierry Coste** (héritier de la célèbre famille aveyronnaise), de **Laurent Milchior** (héritier des familles **Milchior**, **Tarica** et **Lindemann** à la tête d'*Etam*), de **Frank-Élie** et **Arthur Benzaquen** (*KenGroup*), de **Christopher Descours** (héritier de *J.M. Weston*), etc. : « Quand **Charles Beigbeder**, l'un des seize actionnaires, a flirté avec le Front national avant de se rétracter, l'image drôle et sophistiquée de l'établissement a vacillé » (*Le Figaro*, 15 octobre 2015). Revendiquant 2500 membres (« chéris »), le club jadis fréquenté par **Michel Audiard** et **Antoine Blondin**, se targue d'accueillir, dans sa version Chertok, les têtes d'affiche de l'époque, à savoir **Mouloud Achour**, **Kev Adams**, **Dany Boon**, **Rihanna**, etc.

En 2017, Grégoire Chertok a lancé et pris la présidence du comité d'investissement du *Fonds de dotation du Festival de Cannes* (où l'on croise **Michel Cicurel**...), un fonds doté de 46 millions d'euros et destiné à faire face à une éventuelle annulation du festival. C'est peu dire que sur le coup, Chertok a eu du nez, puisque, pour la première fois depuis 1968, le cas de figure d'une annulation du festival de Cannes se présentera en 2020 sous prétexte du Covid-19.

Toujours en 2017, Grégoire Chertok a intégré le conseil d'administration du *Festival Série Mania* sur demande de l'obséquieux **Xavier Bertrand**. L'année précédente, notre banquier avait brièvement rejoint les pages « culture » de *Marianne* du temps où le titre était contrôlé par **Yves de Chaisemartin** (lié à la *Loge République* du *Grand Orient de France* où il est par exemple intervenu sur *Presse et République* en juin 2015). L'arrivée de Grégoire Chertok avait

participé d'une profonde crise interne qui s'était cristallisée sur un publi-reportage de cinq pages consacré à *Peshmerga*, le film sur le Kurdistan réalisé par **Bernard-Henri Lévy** (avec le soutien de **Thomas Kaplan** et des missions françaises et britanniques aux Nations unies), puis sur la censure du cinéaste **Bertrand Tavernier**, coupable à ses yeux d'avoir ironisé sur le rôle joué au sein de la rédaction par un membre du comité exécutif de *Rothschild & Cie* : « Je leur ai dit de ne pas s'arrêter en si bon chemin, et d'embaucher par exemple **Emmanuel Macron**, pour tenir la rubrique littéraire » (cf. *La Face cachée de Marianne*, *Mediapart*, 30 janvier 2017).

Après plusieurs tentatives, Chertok s'est offert, en 2020, les *Cahiers du Cinéma*, provoquant le départ d'une partie considérable de la rédaction. Fait révélateur, il s'est fait seconder à la tête du conseil de surveillance par **Francis Morel**, avec qui il avait opéré le rachat express (et à prix d'or) du *Parisien* par **Bernard Arnault** à **Marie-Odile Amaury** en septembre 2015, ajoutant ainsi le quotidien populaire à l'arsenal de propagande déjà bien garni de l'« Opération Macron ».

Ancien directeur du *Figaro* (entre 2004 et 2011, éjecté à l'époque pour un article de **Georges Malbrunot** sur le « business secret d'Israël » aux Émirats arabes unis...), Francis Morel avait rebondi en prenant la tête du *Groupe Les Échos* (2011-2018), par l'intermédiaire de **Nicolas Bazire**. Après un bref séjour chez *McKinsey & Company*, Francis Morel, membre du *Club des Cent* et de la loge *Spartacus* du *Grand Orient de France* (regroupant nombre de journalistes et éditorialistes influents) a été recruté par **Iskandar Safa** en 2019 pour superviser *Pidevmédias*, holding du groupe *Valmonde* (*Valeurs actuelles*) dont il a été promu en septembre 2020 à la vice-présidence du conseil stratégique et de surveillance en remplacement d'**Yves De Gaulle**, tout en prenant la présidence de la commission éditoriale de *Valeurs Actuelles*.

S'il a assuré avoir abandonné la politique après la faillite de **Jean-François Copé** (réduit aujourd'hui à tenter d'exister dans le sillage du « futurologue » bidon **Laurent Alexandre**...), Grégoire Chertok s'est en fait mis « en marche », ayant discrètement joué les « poissons-pilotes » pour réunir les fonds pour la candidature d'Emmanuel Macron. Sa participation active est documentée par *Le Figaro* (26 janvier 2017) et par les *MacronLeaks* qui révèlent l'organisation d'une levée de fonds le 31 août 2016 (cf. *Encadré p.5*).

Promu au grade d'officier de la Légion d'honneur le 31 décembre 2019, désormais présenté comme « un ami du couple » Macron (voir par exemple *Le Monde*, du 23 mars 2019), c'est bel et bien via ses activités de banquier « conseil » qu'il a joué et joue plus que jamais un rôle éminemment politique de grand manœuvrier de la recomposition médiatique en rang serré derrière Emmanuel Macron.

Outre sa relation privilégiée avec **Nicolas Bazire** qui pilote les médias de Bernard Arnault, c'est-à-dire *Radio Classique*, *Connaissance des arts*, *Les Échos*, *Le Parisien-Aujourd'hui en France* et bientôt les avoirs de **Claude Perdriel** (*Challenges*, *L'Histoire*, *Historia*), Grégoire Chertok apparaît en coulisse des opérations entourant la vente de *M6* par la filiale française de l'allemand *RTL Group* (*Bertelsmann*) comme conseil de



ENQUÊTE

Martin Bouygues. C'est au travers de son rôle de « conseil » d'**Arnaud Lagardère** au titre de **Rothschild & Cie** que doit être analysé et compris la redistribution éminemment politique des médias du groupe qui se dessine : une possible cession du *Paris Match* et du *JDD* à **Bernard Arnault** (pro-Macron) et l'octroi d'*Europe 1* à **Vincent Bolloré** (pro-Zemmour). Le tout trouvant pour décor l'entre-soi de la Villa Montmorency à Auteuil, le ghetto du gotha où **Grégoire Chertok** voisine avec la quasi-totalité du conseil d'administration de **Lagardère**, mais aussi avec **Nicolas Sarközy** (nommé au conseil de surveillance de **Lagardère**), **Vincent Bolloré**, **Laurent Dassault**, etc. (cf. *Arnaud Lagardère et ses « amis » très envahissants*, M, *Le Monde*, 18 juillet 2020)

Dans le secteur des médias et de la télévision, **Grégoire Chertok** est également devenu, par l'intermédiaire d'**Alain Minc**, le « conseil » de **Stéphane Courbit** (**LOV Group**), à la tête d'un empire reposant sur les jeux en ligne (**Betclic**), l'hôtellerie de luxe (**LOV Hôtel Collection**, dont **LVMH** est actionnaire à hauteur de 17 %) et la télévision avec **Banijay** qui chapeaute (entre autres) **Cyril Hanouna** (**H2O Productions**), **Nagui** (**Air Productions**) ou encore *28 minutes*, la quotidienne d'**Arte** (**KM Production**). **Stéphane Courbit** est également actionnaire de **Shauna Events**, l'agence des influenceurs et des candidats de télé-réalité pilotée par **Magali Berdah** (nous y reviendrons) que les Macron consultent désormais pour leurs opérations de communication en direction de la « jeunesse ». Opérations de communication effectuées en liaison avec **Publicis** que « conseille » également **Grégoire Chertok**, toujours comme fondé de pouvoir de **Rothschild & Cie**.

McKinsey & Company

Le panorama des cabinets de conseil en stratégie et en organisation intervenus dans l'affaire **Alstom/General Electric** (**A.T. Kearney**, **Roland Berger**, **Boston Consulting Group**, etc.) ne saurait être complet sans que soit évoqué le conseil historique de **General Electric**, **McKinsey & Company** qui conseillait également l'**Agence des participations de l'État** (APE) alors que se préparait le raid sur **Alstom** (cf. *L'Express*, 7 août 2013). D'autant que l'ombre de cette multinationale du conseil aussi opaque que tentaculaire plane sur le parcours d'**Emmanuel Macron** depuis la **Commission Attali** jusqu'à l'organisation de la campagne de vaccination (comme révélé par *Politico*, 6 janvier 2021), en passant par la vente d'**Alstom**, mais aussi celle de **Technip**, sans oublier l'élection présidentielle de 2017, point d'orgue de cette collaboration. Dans les *MacronLeaks*, on identifie en effet « une vingtaine de salariés du cabinet très actifs. Des *partners* (« associés ») aguerris comme des *juniors* enthousiastes. Pour écrire le programme du candidat comme pour gérer l'intendance » (*McKinsey, un cabinet dans les pas de Macron*, *Le Monde*, 6 février 2021).

Dans cette enquête, *Le Monde* rappelle que la filiale française de **McKinsey & Company** ne dépose pas ses comptes au tribunal de commerce et ne paie en tout et pour tout que 175 euros d'impôt annuellement, soit le coût de son forfait fiscal dans le Delaware, paradis fiscal américain (fief de l'actuel président **Joe Biden**) où est située la boîte postale qui lui tient lieu de domiciliation.

Déclinaison du standard global de la franchise **McDonald's** à l'« administration des choses » (dans le jargon, cela s'appelle « le livrable »), la « consultocratie » qui correspond à la privatisation de l'action publique engagée au milieu des années 1980 sous couvert de *new public management* (citons également les cabinets **Accenture** et **Bain & Company**) a véritablement décollé en France à partir du quinquennat de **Nicolas Sarközy** avant d'atteindre son apogée sous **Emmanuel Macron** avec le remplacement substantiel du « militant » par le « consultant ».

Du point de vue opérationnel, la candidature d'**Emmanuel Macron** peut, dans une certaine mesure, être considérée comme un produit livré en kit par **McKinsey & Company**.

From: herve.grandjean@mc.com
To:
Date: 2016-10-17 18:00
Subject: EM/Défense-sécurité: En préparation de notre réunion de mercredi 19

Bonsoir,

En sus des documents déjà transmis (note de cadrage de François Heisbourg et CR des réunions précédentes), vous trouverez en pièce jointe deux documents complémentaires :

- Une présentation très fouillée et structurée, réalisée sous l'impulsion de notre camarade Guillaume de Raniéri, de McKinsey, qui aborde les points suivants :

- o Diagnostic de la « Grande marche » sur les thématiques défense/sécurité
- o Benchmark des positions des autres candidats à la présidentielle
- o Sujets clés sur lesquels EM pourrait avoir une approche différenciée
- o Premiers éléments de vision et d'orientation sur ces sujets clés
- Une note très claire de Michel Goya sur Sentinelle

Nous nous retrouvons donc ce mercredi à 18h30 à Montparnasse. (Pensez à arriver avec un peu d'avance pour passer les contrôles...)

Bien à vous tous,

Hervé

06.00.00.00.00

Quand les militants sont des « camarades » de McKinsey & Company, les réunions de sections sont remplacées par des « benchmarks » où sont établies des « approches différenciées ».

ENQUÊTE

Le site *consultor.fr* a soulevé ce lièvre pour la première fois : « McKinsey tient une place à part. Ils sont quelques-uns au 90 avenue des Champs-Élysées [NDA : adresse des bureaux parisiens de McKinsey & Company] à avoir participé à des événements d'organisation de la campagne (réunions de réflexion, rédaction d'articles) comme Jean-Christophe Pierron, engagement manager chez McKinsey ou Guillaume de Ranieri, partner de McKinsey. [...] Mathieu Maucourt, ancien chef de projet chez McKinsey, est sans doute l'exemple le plus significatif de ce mouvement. Il fut responsable argumentaire et riposte en 2017 chez En Marche! avant de devenir le directeur de cabinet de Mounir Mahjoubi au secrétariat d'État au Numérique, fonction qu'il occupe encore. [...] Si la filière conseil d'En Marche! est probablement moins abondante qu'aux débuts, elle continue d'attirer. Des McKinsey, bien sûr. Ainsi d'Ariane Komorn : la normalienne est passée par McKinsey (de 2014 à 2017). Elle est officiellement responsable du pôle projets d'En Marche! depuis mai 2017. C'est le cas aussi de Guillaume Auffret (HEC 2013, Sciences-Po 2012), un ancien d'A.T. Kearney où il a travaillé en 2013 et en 2014, qui n'a pas souhaité répondre à nos questions. Il est conseiller politique chez En Marche! depuis mai 2017. Enfin, au printemps, La République en Marche a recruté un directeur général adjoint, Paul Midy. Le background entrepreneurial du polytechnicien – il a collaboré quatre années avec l'Amazon africain Junia et a fait un bref passage à la tête de Frichti – aurait séduit Stanislas Guérini, le délégué général de LREM. Reste que son parcours professionnel compte une longue et très significative étape dans le conseil : chez McKinsey, dont il fut *associate partner* (de 2007 à 2014) » (*Les consultants boys de la Macronie*, 8 octobre 2019).

Citons également Éric Hazan, personnage aussi discret que central, né le 9 mars 1969 à Paris XVI^e, diplômé d'HEC, transfuge d'Arthur D Little, qui fut débauché par McKinsey & Company en 2007. L'énoncé de ses fonctions mérite ici d'être restitué dans la terminologie interne à « la firme ». Dans le jargon, ce dernier n'est rien moins que *partner* et coresponsable des activités médias et nouveaux médias, responsable européen de la réflexion sur la consommation numérique, *senior partner* (*director*), coresponsable des activités liées à la transformation numérique des entreprises en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA), responsable de la spécialisation marketing et ventes en Europe, membre de la *practice* TMT (Telecom, Media, High Tech), de la *practice* grande consommation et distribution et de la *practice* marketing, directeur associé *senior*, membre du comité de direction du McKinsey Global Institute (MGI).

Après sa participation active à la campagne d'Emmanuel Macron, Éric Hazan, parfaite incarnation de la « gauche McKinsey » (il énumère par exemple ses passions pour Pierre Mendès France, Costa Gavras et Milan Kundera dans sa notice fournie au *Who's Who*), est devenu le « consultant » attiré de l'Élysée, notamment dans le cadre des sommets type *Tech for Good* (avec les patrons d'IBM, de Microsoft, d'Uber, de Facebook, etc.) ou *Choose France*, le « mini-Davos » macronien organisé au château de Versailles afin d'attirer l'improbable exode des banquiers londoniens à Paris. Figurant en outre parmi les premiers « grands donateurs » d'En Marche! Éric Hazan est aussi un membre actif du Portland Trust, le groupe de pression sioniste cofondé en 2003 à Londres par Sir Ronald Cohen (Apax Partners, Bridges Fund Management) et Sir Harry Solomon (Hillsdown Holdings).

From: ismael.emelien@en-marche.fr
To: karla_tadjeddine@mcKinsey.com, eric_hazan@mcKinsey.com, laurent.bigorgne@icloud.com, quentin.lafay@gmail.com, julien.denonandien@en-marche.fr
Date: 2016-09-02 10:49
Subject: Pdi: Premiers éléments d'analyse quantif

L'état de l'art de l'analyse des questionnaires

Début du message transféré :

Expéditeur: "Eglantine Schmitt" <eg@proxen.com>
Destinataire: "Ismaël EMELIEN" <ismael.emelien@en-marche.fr>
Cc: "François-Régis Chaurmartin" <fr@proxen.com>, "Lucie Glanville" <luc@proxen.com>, "Guillaume Liegey" <gl@liegeymullerpons.com>, "Inès Lévy" <ilevy@liegeymullerpons.com>
Objet: Premiers éléments d'analyse quantif

Bonjour Ismaël, bonjour à tous,

Vous trouverez ci-joint des premiers éléments d'analyse quantitative sur vos verbatims, en particulier la quantification des thématiques. Certains chiffres sont susceptibles d'évoluer à mesure que nous intégrons des corrections d'erreur, mais dans l'ensemble, je pense que nous avons maintenant les grandes masses.

Je reviens vous appeler vendredi matin pour les commenter car toutes les visualisations ne sont pas forcément auto-explicables.

C'est aussi le bon moment pour commencer à vous permettre de parcourir l'outil par vous-même. Quelles sont vos disponibilités pour un atelier de formation la semaine prochaine, notamment mardi ou mercredi ?

Bonne lecture.

En liaison avec l'Institut Montaigne (Laurent Bigorgne) et Havas (Ismaël Emelien), McKinsey & Company apparaît au cœur du dispositif d'En Marche!, que ce soit au travers de son réseau d'anciens (Guillaume Liegey) ou au niveau de l'état-major de son bureau parisien (ici Éric Hazan et Karim Tadjeddine).

Dix ans avant sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron s'était lié, au sein de la Commission Attali, avec le président de McKinsey France Éric Labay, né le 14 septembre 1964 à Argenton-sur-Creuse (Indre). Fils d'enseignant, cet X-Telecom, entré au bureau de Paris en 1985 (il en prendra la tête en 2002) aura passé l'essentiel de sa vie chez McKinsey, ayant effectué près de la moitié de sa carrière à New York où son épouse, vétérinaire de formation, a notamment dirigé le marketing du département « santé animale » de Pfizer.

Ayant grimpé un à un tous les échelons, il a été promu, entre 2010 et 2016, à la présidence du think tank maison, le McKinsey Global Institute puis a été coopté au saint des saints, le Global Client Council (2016-2018). C'est à ce titre qu'il fut mandaté par Emmanuel Macron pour figurer au « comité de pilotage » mis en place à Bercy dans le cadre du projet de loi Noé. Pendant la campagne, une de ses notes réalisée pour McKinsey en 2012 sera reprise en substance dans le manifeste macronien *Révolution* (XO éditions, 2016).

Quelques mois avant la parution du livre programmatique, Emmanuel Macron s'était vu dérouler le tapis rouge lors d'un colloque organisé en partenariat avec l'Institut Montaigne le 22 juin 2016 pour les 25 ans du McKinsey Global Institute sur le thème *Quelles réformes pour une croissance plus forte ?* Les candidats Arnaud Montebourg et François Fillon qui ont également joué le jeu ce jour-là savaient-ils que les hôtes de l'événement étaient déjà « en marche » ?



ENQUÊTE

Une fois **Emmanuel Macron** installé à l'Élysée, **Éric Labaye** a été propulsé à la tête de Polytechnique, dans le cadre de la refonte de l'école préconisée dans *L'X dans une nouvelle dimension*, le rapport rendu par **Bernard Attali** en juin 2015 (une privatisation vendue comme un « MIT à la française »).

À la suite de ce rapport, **Patrick Drahi** (que Bernard Attali avait rejoint un an plus tôt comme administrateur de Numericable) deviendra un des principaux mécènes de l'X (avec à la clef l'inauguration d'un Drahi-X-Novation Center selon la pratique américaine du *naming*), **Éric Labaye** invoquant comme modèle les « dons » de **Michael Bloomberg** (*Bloomberg*) à l'université **John Hopkins** ou de **Stephen Schwarzman** (*Blackstone*) au **MIT**.

C'est encore au sein de la Commission Attali qu'ont été présentés à Emmanuel Macron deux consultants dépêchés *pro bono* par McKinsey & Company: **Guillaume Liegey** et **Arthur Muller**. Après une formation à la Kennedy School de l'Université Harvard, véritable moule idéologique des VRP de la « mondialisation heureuse » (cf. *La Kennedy School de Harvard, laboratoire américain de la Macronie*, *Le Monde*, 27 avril 2019), ces derniers ont fondé la société spécialisée dans les algorithmes, Liegey Muller Pons qui, en liaison avec McKinsey, sera mise au service d'En Marche! en 2017.

La connexion entre la Commission Attali et McKinsey & Company met également en lumière **Karim Tadjeddine**, resté depuis lors une personnalité trop méconnue de l'entourage d'Emmanuel Macron : « "On se réunissait le soir jusqu'à minuit dans une salle du Sénat avec Attali et Macron", se souvient un membre de la commission dans *Le Monde* (Op. Cit.). "Dans les sièges du public, il y avait trois ou quatre jeunes de McKinsey. Ils faisaient des simulations sur *Excel*. Normalement, les consultants n'avaient pas droit à la parole, mais leur chef était si brillant qu'on l'écoutait comme s'il était membre à part entière". Ce chef s'appelle Karim Tadjeddine. Il a 32 ans à l'époque. [...] Ces trentenaires sortis des grandes écoles et des grands corps partagent la même passion pour la réforme de l'État et la même sensibilité libérale de gauche ».

Et *Le Monde* de poursuivre : « En 2010, le banquier Macron et le consultant Tadjeddine entrent ensemble au conseil d'administration du think tank En Temps réel [NDA: Tadjeddine en sera le trésorier]. Ils ont été recrutés par un membre de la commission, **Stéphane Boujnah**, un banquier passé par le cabinet de **Dominique Strauss-Kahn** à Bercy. En 2016, l'inspecteur des finances [**Thomas**] **Cazenave** devient directeur adjoint de cabinet du ministre Macron. Il codirige aussi un livre collectif sur l'administration moderne, *L'État en mode start-up* (Eyrolles, 2016). Macron signe la préface et Tadjeddine, le chapitre sur les réformes menées à l'étranger. Où s'arrête la complicité intellectuelle, où commence l'entre-soi? Élu président, Emmanuel Macron engage sa réforme de l'État. Il crée une Direction interministérielle de la transformation publique (DITP) et place à sa tête **Thomas Cazenave**. Grand manitou de la réforme, il supervise toutes les missions commandées par l'État aux cabinets de conseil privés. Karim Tadjeddine se trouve être codirecteur de la « practice (le département) Secteur public » de McKinsey, chargé justement des missions pour l'État et prestataire, parmi d'autres à la DITP. »

Peu de données biographiques sont disponibles au sujet de Karim Tadjeddine sinon qu'il est né le 15 juillet 1975, que son père a quitté l'Algérie en 1960, qu'il « refuse l'étiquette de musulman [...] » et n'a jamais voulu participer à des réseaux communautaires ou de promotion de la diversité, type Club XXI^e siècle : « Je fais partie de la majorité silencieuse des immigrés et enfants d'immigrés qui ont trouvé leur place dans la société et sont dissous dans la République [sic] française » (*L'Obs*, 10 décembre 2015).

Ancien élève de l'École polytechnique (1995), diplômé de l'École nationale des ponts et chaussées, titulaire d'un DEA d'économie politique à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, il rejoint, en 2001, la direction du Trésor où il est chargé de la mise en place de l'Agence des participations de l'État (APE) et du suivi actionnarial du groupe **EDF**. Au même moment que **Jean-Louis Girodolle**, il quitte Bercy et rejoint McKinsey en 2006 par l'intermédiaire de **François-Daniel Migeon**, un autre X-Ponts, multipliant les va-et-vient entre les cabinets ministériels et McKinsey & Company et qui fut notamment directeur général de la modernisation de l'État (DGME) pendant le quinquennat de **Nicolas Sarkozy**.

En plus de sa participation à la Commission Attali (2008-2010) et à l'élaboration du programme économique d'Emmanuel Macron (2016-2017), Karim Tadjeddine a rejoint, toujours au titre de McKinsey & Company, la commission de préfiguration de l'École d'affaires publiques de Sciences-Po Paris (2014) ou encore le « comité indépendant » présidé par **Michel Barnier**, chargé d'évaluer les travaux de France Stratégie, l'ex-Commissariat général au plan (2016). Au sein de McKinsey, il vient de lancer Generation France qui soustraie la formation des « techniciens cloud » d'Amazon Web Service ou des « digital customer success » de Google, en partenariat avec Pôle emploi, et avec la caution des anciens ministres de l'Éducation nationale **Luc Châtel** et **Najat Vallaud-Belkacem**. McKinsey & Company est également partenaire du Cercle des économistes présidé par **Jean-Hervé Lorenzi**, ce qui explique la participation de Tadjeddine aux Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Depuis une alliance conclue avec McKinsey & Company en juillet 2014 (au siège d'Artemis, la société d'investissement de la famille **Pinault** alors présidée par **Patricia Barbizet**), Karim Tadjeddine est administrateur de l'Institut Aspen France, coorganisant ainsi les rencontres Aspen Europe-Afrique dirigées par **Diane Binder**, directrice des relations internationales du groupe **Suez**, membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique (la « task-force » africaine de l'Élysée), présidente et fondatrice d'Action Emploi Réfugiés (immigrationniste), *Young Global Leader* du Forum de Davos (mondialiste) et ancienne déléguée générale de la Fondation France-Israël (sioniste).

Rappelons que l'Institut Aspen France, antenne française du puissant réseau mondialiste que constituent les Aspen Institutes, a été implanté en France en 1983 par **Raymond Barre**, membre fondateur de la Commission Trilatérale, groupe auquel appartiennent pas moins de trois partners de McKinsey & Company, dont le responsable du McKinsey Global Institute, le think tank « maison ». Quelques partners ont même le privilège de suivre le *fellowship*, c'est-à-dire le programme d'étude organisé par la Trilatérale.



ENQUÊTE



Autant d'éléments contredisant le caractère purement technicien et pragmatiques des *process* mis en œuvre par « la firme » et montrant le caractère éminemment politique de l'action de McKinsey. Prenons l'exemple du député LREM Aurélien Taché qui fut chargé par Matignon d'un rapport sur l'immigration. Rendu en février 2018, ce rapport dont l'intitulé a le mérite d'annoncer la couleur (*Pour une politique ambitieuse d'intégration des étrangers arrivant en France...*) est en fait largement un produit McKinsey, Karim Tadjeddine ayant tout simplement renvoyé Aurélien Taché vers Solveigh Hieronimus, son homologue du bureau berlinois de McKinsey & Company à qui la chancelière Angela Merkel avait sous-traité sa politique d'invasion de l'Allemagne (implantation sur le sol allemand de plus d'un million de « migrants » pour la seule année 2015).

Passée par les Nations unies, Goldman Sachs et JP Morgan, Solveigh Hieronimus est membre du réseau Young Global Leader du Forum de Davos (dont McKinsey & Company est partenaire dans le cadre du *Great Reset*) et préside le McKinsey's global Center for Government (MCG), siégeant à ce titre au « groupe d'experts de haut niveau pour l'avenir du travail » de la Commission européenne. Parfois sans « suivre la nécessaire procédure d'attribution des marchés publics » (*Der Spiegel*, 22 juin 2020), la Commission européenne sous-traite à McKinsey & Company comme pour l'examen des demandes d'asile en Grèce ou pour la mise en place du *Green Deal* et de la « décarbonation ».

Dans le cadre de la stratégie vaccinale en France, McKinsey & Company a dépêché Maël de Calan, transfuge de la droite de conviction, passé entre-temps par le sas de décontamination juppéiste. Maël de Calan fut recruté par McKinsey en 2018 dans le vivier du réseau Aspen Institute dont il avait suivi, en 2014, le programme de cooptation lancé en France en 2006 en partenariat avec la Fondation Jean Jaurès (proche du PS), la Fondation Gabriel Péri (émanation du PCF), la Fondation Robert Schuman (euro-mondialiste), la Fondation pour l'innovation politique (créée dans le giron de l'UMP) et le German Marshall Fund of the United States.

Questionnée par *L'Humanité* (11 janvier 2021) sur la signification de l'intitulé de la mission de McKinsey & Company dans le cadre de la vaccination de masse (« la définition du cadrage logistique, du *benchmarking* et de la coordination opérationnelle »), la Direction générale de la Santé (DGS) a expliqué que McKinsey s'était vu « attribuer ce marché qui s'inscrit dans le lot n° 1 de cet accord cadre intitulé Stratégie et politique publiques. Le MSS (ministère de la Santé et des Solidarités) n'a fait qu'activer son droit de tirage sur ce support via un bon de commande. Un lot à 20 millions d'euros que McKinsey partage avec le cabinet Roland Berger et le Boston Consulting Group dans le cadre d'un marché dont la valeur totale s'élève à 100 millions d'euros selon l'avis publié en juin 2018 et consultable au *Bulletin officiel des annonces des marchés publics* ».

Members of the Trilateral Task Force on Global Capitalism in Transition

From North America:

- Kelly Grier (co-chair), U.S. Chair and Managing Partner and Americas Managing Partner, Ernst & Young
- Bruce Andrews, Senior Vice President and Managing Partner of SoftBank Group, former U.S. Deputy Secretary of Commerce
- Ajay Banga, Current Chairman of Mastercard, former CEO of Mastercard, newly elected Chair of the International Chamber of Commerce
- Mark Carney, UN Special Envoy for Climate Action and Finance; former Governor of the Bank of England, former Governor of the Bank of Canada
- Michele Flourbaey, Chair of the Center for New American Security, former U.S. Undersecretary for Defense
- Armando Garza Sada, Chairman of Alfa
- Marilyn Hewson, former Chairman, President, and CEO, Lockheed Martin
- Meleody Hobson, current Chairman of Starbucks, current CEO and Chair of Ariel Investments
- James Manuila, Chairman and Director, McKinsey Global Institute, and Senior Partner, San Francisco
- Susan Schwab, current professor emerita University of Maryland, current board member of FedEx, Marriott, and Caterpillar; former U.S. Trade Representative
- Lawrence H. Summers, President Emeritus and professor, Harvard University; former U.S. Secretary of the Treasury

From Europe:

- Carl Bildt (co-chair), WHO Special Envoy for the Access to COVID-19 Tools Accelerator; former Prime Minister of Sweden
- Lawrence Boone*, Chief Economist, OECD (TBC)
- Nikola Brewer, Non-Executive Board member, Iberdrola, Aggreko; former Vice Provost UCL and former British High Commissioner to South Africa
- John Bruton, former Taoiseach of Ireland
- Vladimir Djouhly, President of the Czech Chamber of Commerce
- Sigmar Gabriel, Chairman, Adantik-Brücke; former Foreign Minister of Germany
- Luigi Gubitosi, Chief Executive Officer, Telecom Italia
- Bo Lidegaard, Managing Director (Europe), Macro Advisory Partners
- Cecilia Malmström, Visiting Professor at the Göteborg School of Economics; former European Commissioner for Trade
- Helle Thorning-Schmidt, Co-chair Oversight Board; former Prime Minister of Denmark
- Hans Wijers, Chairman, ING Group; former Dutch Minister for Economic Affairs

From Asia:

- Takeshi Nishimura (co-chair), Chief Executive Officer, Suntory Holdings
- Hon Julie Bishop, former Minister of Foreign Affairs, Australia
- Makiko Eda, Chief Representative Officer, World Economic Forum Japan; Member of Executive Committee, World Economic Forum
- Narshad Forbes, Co-Chairman of Forbes Marshall, India
- Akimari Horii, Special Advisor, Member of the Board of Directors, Canon Institute for Global Studies
- Bhairavi Jani, Executive Director, SCA Group & Chairperson, IEF
- Bilahari Kausikan, former Permanent Secretary of the Singapore Ministry of Foreign Affairs
- Lawrence Lau, Hong Kong, China
- Doris Magsaysay Ho, President and CEO, Magsaysay Group
- Takahiko Nakao, Former Chairman, Asian Development Bank, Chairman, Mizuho Research Institute
- Bark Taehoon, President, Global Commerce Institute, Lee&Ko; former Minister of Trade for Korea

En liaison avec le Forum de Davos, McKinsey & Company participe aux travaux de la « Task Force » mise en place dans le cadre du *Great Reset* par la Commission Trilatérale pour organiser la « transition du capitalisme mondial » (une réunion mensuelle entre mai 2021 et janvier 2022). Comme pour la Commission Tirole-Blanchard qui constitue la déclinaison en France de cette « Task Force », la présence de Lawrence H. Summers, pilier du circuit de corruption de l'Université Harvard par Jeffrey Epstein et architecte de la thérapie de choc de la Banque mondiale en ex-URSS (plus de 3 millions de morts) ne semble choquer personne.